

MINISTÈRE  
DE L'INSTRUCTION  
PUBLIQUE  
ET  
DES BEAUX-ARTS.

DIRECTION  
DES BEAUX-ARTS.  
MONUMENTS HISTORIQUES.

## ARRÊTÉ

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments historiques;

Vu l'avis de la Commission des Monuments historiques en date  
du 3 Mars 1922;

Vu la lettre en date du 10 février 1922 par laquelle  
le Président de la Commission administrative Centrale  
de l'Institut de France donne son adhésion au classe-  
ment au nom de l'Institut, propriétaire;

ARRÊTE :

### ARTICLE PREMIER.

Le Château de Langeais (Indre-et-Loire)

est classé

~~classé~~ parmi les monuments historiques.

### ART. 2.

Le présent arrêté sera transcrit au bureau des hypothèques de la  
situation de l'immeuble classé.

2  
ART. 3.

Il sera notifié au Préfet du département d'Indre-et-Loire,  
au maire de la commune de Langeais et au Président de la  
Commission Administrative Centrale de l'Institut de  
France, propriétaire de l'immeuble classé,  
qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Paris, le 13 Mars 1922.

Signé : Léon BERARD

Pour ampliation :

Pour le Directeur des Beaux-Arts,  
Le Chef du bureau des Monuments historiques,

*M. H. - 7*

# LOI DU 31 DÉCEMBRE 1913

## SUR LES MONUMENTS HISTORIQUES.

ARTICLE PREMIER. — .....

§ 4. — Tout arrêté ou décret qui prononcera un classement après la promulgation de la présente loi sera transcrit par les soins de l'Administration des Beaux-Arts, au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé. Cette transcription ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor.

Art. 8. — Les effets du classement suivent l'immeuble classé en quelques mains qu'il passe.

Quiconque aliène un immeuble classé est tenu de faire connaître à l'acquéreur l'existence du classement.

) Toute aliénation d'un immeuble classé doit, dans les quinze jours de sa date, être notifiée au Ministre des Beaux-Arts, par celui qui l'a consentie.

L'immeuble classé qui appartient à l'État, à un département, à une commune, à un établissement public, ne peut être aliéné qu'après que le Ministre des Beaux-Arts a été appelé à présenter ses observations; il devra les présenter dans le délai de quinze jours après la notification. Le Ministre pourra, dans le délai de cinq ans, faire prononcer la nullité de l'aliénation consentie sans l'accomplissement de cette formalité.

Art. 9. — L'immeuble classé ne peut être détruit, déplacé, même en partie, ni être l'objet d'un travail de restauration ou de modification quelconque, si le Ministre des Beaux-Arts n'y a donné son consentement.

Les travaux autorisés par le Ministre s'effectuent sous la surveillance de son Administration.

Le Ministre des Beaux-Arts peut toujours faire exécuter, par les soins de son Administration, et aux frais de l'État, avec le concours éventuel des intéressés, les travaux de réparation ou d'entretien qui sont jugés indispensables à la conservation des monuments classés n'appartenant pas à l'État.

Art. 10. — Pour assurer l'exécution des travaux urgents de consolidation dans les immeubles classés,

l'Administration des Beaux-Arts, à défaut d'accord amiable avec les propriétaires, peut, s'il est nécessaire, autoriser l'occupation temporaire de ces immeubles ou des immeubles voisins.

Cette occupation est ordonnée par un arrêté préfectoral préalablement notifié au propriétaire, et sa durée ne peut, en aucun cas, excéder six mois.

En cas de préjudice causé, elle donne lieu à une indemnité qui est réglée dans les conditions prévues par la loi du 29 décembre 1892.

Art. 11. — Aucun immeuble classé ou proposé pour le classement ne peut être compris dans une enquête aux fins d'expropriation pour cause d'utilité publique, qu'après que le Ministre des Beaux-Arts aura été appelé à présenter ses observations.

Art. 12. — Aucune construction neuve ne pourra être adossée à un immeuble classé, sans une autorisation spéciale du Ministre des Beaux-Arts.

Nul ne peut acquérir de droit par prescription sur un immeuble classé.

Les servitudes légales qui peuvent causer la dégradation des monuments ne sont pas applicables aux immeubles classés.

Aucune servitude ne peut être établie par convention sur un immeuble classé qu'avec l'agrément du Ministre des Beaux-Arts.

Art. 13. — Le déclassement total ou partiel d'un immeuble classé est prononcé par un décret en Conseil d'État, soit sur la proposition du Ministre des Beaux-Arts, soit à la demande du propriétaire. Le déclassement est notifié aux intéressés et transcrit au bureau des hypothèques de la situation des biens.

Art. 29. — Toute infraction aux dispositions... des paragraphes 2 et 3 de l'article 8 (*Aliénation d'un immeuble classé*)... sera punie d'une amende de 16 à 300 francs.

Art. 30. — Toute infraction aux dispositions . . . des paragraphes 1 et 2 de l'article 9 (*Modification d'un immeuble classé*), de l'article 12 (*Constructions neuves, servitudes*) . . . , sera punie d'une amende de seize à mille cinq cents francs (16 à 1,500 francs), sans préjudice de l'action en dommages-intérêts qui pourra être exercée contre ceux qui auront ordonné les travaux exécutés ou les mesures prises en violation desdits articles.

Art. 32. — Quiconque aura intentionnellement détruit, abattu, mutilé ou dégradé un immeuble ou un objet mobilier classé, sera puni des peines portées

à l'article 257 du Code pénal, sans préjudice de tous dommages-intérêts.

Art. 33. — Les infractions prévues dans les quatre articles précédents seront constatées à la diligence du Ministre des Beaux-Arts. Elles pourront l'être par des procès-verbaux dressés par les conservateurs ou les gardiens d'immeubles ou objets mobiliers classés, dûment assermentés à cet effet.

Art. 35. — L'article 453 du Code pénal est applicable dans les cas prévus au présent chapitre.

L'ÉDUCATION NATIONALE.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES BEAUX-ARTS.  
DE/C.

MONUMENTS HISTORIQUES,  
FOUILLES ET SITES.

Arrêté.

Secrétaire d'Etat à  
Le Ministre de l'Éducation nationale.

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments  
historiques, et le décret du 18 mars 1924 déterminant  
les conditions d'application de ladite loi;

Vu ~~l'arrêté du 10 août 1941 pris en application de la loi du 10 juillet 1941;~~  
l'arrêté du 10 août 1941 pris  
en application de la loi du 10 juillet 1941;

Vu la lettre en date du 14 février 1942 par laquelle  
le Président de la Commission Administrative de l'Institut  
de France donne son adhésion au classement au nom de  
l'Institut, propriétaire

Arrête :

Article premier.

~~La partie du parc du château de Langeais (Indre-et-Loire)~~  
entour des ruines jusqu'au pont telle qu'elle  
figure en rouge sur le plan ci-joint.

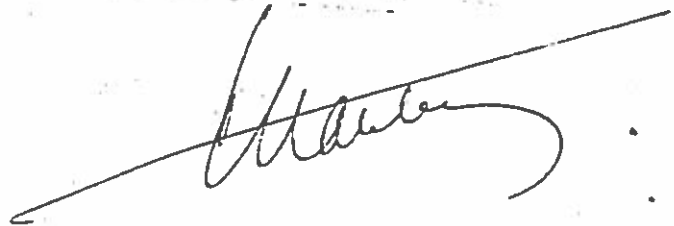
est classée parmi les monuments  
historiques.

Le présent arrêté sera transcrit au  
bureau des Hypothèques de la situation  
de l'immeuble classé.

Art. 3.

Il sera notifié au Préfet du département  
de l'Indre-et-Loire  
et au Maire de la commune de Lez-les-Bains ainsi qu'  
au le Président de la Commission Administrative de l'Ins-  
tut de France qui  
seront responsables, chacun en ce qui le  
concerne, de son exécution.

Paris, le 26 Mai 1932



Signé L. HANTELEUX